



ESJ Social Sciences

## Effets de la Politique Fiscale Sur la Croissance Économique du Mali

*Abdoulaye Maïga*

*Amadou Bamba*

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali

*Sékou I. Keïta*

Université Julius Nyérére de Kankan (UJNK), Guinée

*Souaïbou Samba Lamine Traoré*

*Issoufou Soumaïla Mouleye*

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali

[Doi:10.19044/esj.2023.v19n13p128](https://doi.org/10.19044/esj.2023.v19n13p128)

Submitted: 15 January 2023

Accepted: 18 May 2023

Published: 31 May 2023

Copyright 2023 Author(s)

Under Creative Commons BY-NC-ND

4.0 OPEN ACCESS

*Cite As:*

Maïga A., Bamba A., Keïta S.I., Traoré Lamine S.S. & Mouleye I.S. (2023). *Effets de la Politique Fiscale Sur la Croissance Économique du Mali*. European Scientific Journal, ESJ, 19 (13), 128. <https://doi.org/10.19044/esj.2023.v19n13p128>

### Résumé

L'objectif de cette étude est d'examiner les effets de la politique fiscale sur la croissance économique au Mali durant la période 1990-2021. Notre étude a utilisé le modèle autorégressif à décalage distribué (ARDL) en raison de la décision de l'ordre d'intégration des variables utilisées. Les résultats empiriques montrent que les impôts sur le revenu ont des effets négatifs et très significative sur la croissance économique. Sur la base de ces résultats, sachant que la croissance économique du Mali est plus soutenue par la mobilisation des ressources fiscales. Cependant, l'Etat doit optimiser sa politique fiscale afin d'obtenir une croissance soutenue dans le long terme.

**Mots-clés:** Politique fiscale, croissance économique, ARDL, Mali

## Effects of Fiscal Policy on Economic Growth in Mali

*Abdoulaye Maïga*

*Amadou Bamba*

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali

*Sékou I. Keïta*

Université Julius Nyérére de Kankan (UJNK), Guinée

*Souaïbou Samba Lamine Traoré*

*Issoufou Soumaïla Mouleye*

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali

---

### Abstract

The objective of this study is to examine the effects of fiscal policy on economic growth in Mali during the period 1990-2021. Our study used the autoregressive distributed lag model (ARDL) because of the decision of the order of integration of the variables used. The empirical results show that income taxes have negative and very significant effects on economic growth. Based on these results, knowing that Mali's economic growth is more sustained by the mobilization of fiscal resources. However, the state must optimize its fiscal policy in order to achieve sustained growth in the long term.

---

**Keywords:** Fiscal policy, economic growth, ARDL, Mali

### 1. Introduction

Le rôle de la politique fiscale dans l'économie est bien documenté dans la littérature par des chercheurs tels que (Hanusch, et al., 2017; Cheng, et al., 2021; Nuru & Gereziher, 2021 ; Tendengu, et al., 2022; Musgrave, 1996). Chaque nation souhaite atteindre une croissance économique stable, un développement industriel et un niveau de vie plus élevé pour ses citoyens. Par rapport à cet objectif, l'économie de chaque pays s'appuie sur les politiques fiscales (Yahaya, 2021 ) en marge des autres politiques économiques. Par ailleurs, dans chaque économie, la principale source de revenus du gouvernement est l'impôt et cette ressource perçue est utilisée pour financer les infrastructures sociales et économiques, telles que l'électricité, les écoles, les hôpitaux, l'eau courante, de bonnes routes, les programmes de réduction de la pauvreté afin de promouvoir la croissance économique. Le devoir de financer ces tâches énormes est la principale difficulté à laquelle le gouvernement est confronté. Compte tenu de l'insuffisance des ressources du gouvernement, il est essentiel d'impliquer les citoyens, d'où la nécessité d'imposer des taxes à tous les individus et entreprises imposables afin d'améliorer la situation financière du gouvernement (Unigwe, 2021).

L'impôt reste l'un des instruments les plus utilisés par un gouvernement fédéral, les États et les collectivités locales auprès des personnes éligibles pour générer les ressources publics (Anyafu, 1996). La politique fiscale est utilisée par les gouvernements comme un moyen de régulation l'économie, de réaffectation des richesses, de privilégier les modes de consommation et des décisions d'investissement en particulier (Oyebode, 2010). Cependant, la principale tâche de l'administration fiscale en ce 21<sup>ème</sup> siècle est la nécessité d'améliorer les frontières de la responsabilité, du professionnalisme et de la compréhension par le public de l'importance et des avantages de la politique fiscale dans nos vies personnelles et professionnelles, ce qui inclut la promotion de l'activité économique (Kiabel & Nwokah, 2009). La croissance économique fait référence à la capacité de l'économie à augmenter sa production de biens et de services avec le stock de capital et d'autres facteurs de production au sein de l'économie (Nnanna, et al., 2004; Ughulu, 2021). Ainsi, la croissance économique implique des augmentations du revenu par capital qui conduit à l'atteinte d'un niveau de vie élevé équivalent à celui des nations industrielles. Dans ce contexte, la croissance économique peut être considérée comme un aspect des activités qui alimentent le développement économique (Efe, 2021).

En effet plusieurs chercheurs ont affirmé que les objectifs de la politique fiscale sont les suivants : augmenter les opportunités d'emploi ; atteindre le plein emploi ; stabiliser les prix intérieurs ; promouvoir la croissance économique et le développement par l'industrialisation ; atteindre l'équité dans la redistribution des revenus ; atteindre un taux de change stable ; et augmenter le taux d'investissement dans le pays (Anyanwu, 2004; Omitogun & Ayinla, 2007). De la même manière, (Odetayo & Adeyemi, 2017) ont affirmé que la politique fiscale est l'aspect de la politique gouvernementale qui traite de la collecte de revenus par le biais de la fiscalité et d'autres sources, ce qui implique le niveau de la structure des dépenses afin d'influencer les activités économiques. À en juger par les définitions ci-dessus, la politique fiscale peut être considérée comme une politique gouvernementale très puissante utilisée pour atteindre le plein emploi, la stabilité des prix, la croissance économique durable et le développement durable.

Au Mali, face à l'instabilité politique et les crises sécuritaires, de 1990 à 2021, l'économie du pays tourne autour d'un taux de croissance moyenne de 4,47 % avec quelques récessions en fonction des différents chocs. Malgré ce faible taux de croissance, l'impôt sur le revenu ne fait que grimper depuis 2006 à aujourd'hui avec un taux moyen de 16,69 %. La mobilisation de taxes sur le commerce international reste élevée tournant d'un taux moyen de 10, 24 %. Selon les nouvelles théories de la croissance, la fiscalité agit sur l'offre de travail et le progrès technique, facteurs endogènes de la croissance qui dépendent du comportement des agents économiques (Romer, 1994; Lucas,

1988; Aghion & Howitt, 1992) et qui déterminent le taux de croissance à l'état régulier. La fiscalité influence non seulement le taux de croissance transitionnel, mais aussi le taux de croissance à long terme. C'est dans ce contexte que nous nous sommes posé la question de savoir, dans quelle mesure la politique fiscale peut-elle influencer la croissance économique au Mali ? Après cette introduction, le reste du travail va d'incliner sur la revue de la littérature, la méthodologie, les résultats obtenus, la conclusion et enfin la bibliographie.

## **2. Revue de littérature**

La contribution de la politique fiscale à la croissance économique a suscité beaucoup de débats sur le plan théorique qu'empirique. La littérature montre qu'il existe différents points de vue par rapport à la variable qui reflète le mieux l'orientation de la politique fiscale. Parmi les trois variables standard, à savoir, les dépenses, la fiscalité et les déficits, la littérature ne retient aucune d'entre elles comme étant la plus représentative de la politique fiscale. Alors que de nombreux articles ont utilisé les taux d'imposition comme approximation de la politique fiscale (Lucas, 1990; Rebelo, 1991; Skokely & Rebelo, 1995), d'autres auteurs comme (Martin & Fardmanesh, 1990; Easterly & Rebelo, 1993) ont utilisé les déficits pour rendre compte de la politique fiscale dans leurs estimations. Cependant, des chercheurs ont aussi utilisé dans leurs travaux les dépenses pour rendre compte de l'orientation de la politique fiscale, on peut citer (Barro, 1990; Aschauer, 1989; Easterly & Rebelo, 1993; Levine & Renelt, 1992).

Plusieurs études ont analysé les effets de la politique fiscale sur la croissance économique. Des travaux existants ont pris en compte les effets de diverses distorsions fiscales sur la croissance, singulièrement l'effet négatif des taux d'imposition effectifs (Burgess & Stern, 1993; Brun, et al., 2011; Nguimkeu, 2017). Effet, il existe des raisons conceptuelles pour lesquelles la politique fiscale, notamment la composition des impôts et des dépenses publiques, peut avoir un effet significatif sur la croissance économique (Abdon, et al., 2014; Unigwe, 2021). Selon ces auteurs, conformément à la théorie économique, les impôts fonciers ont un impact plus favorable sur la croissance que les impôts directs, et les dépenses plus importantes en matière d'éducation ont un impact positif non négligeable sur la croissance. En effet, sur la base d'un panel de 150 observations portant sur 10 pays de l'Afrique Centrale, (Avom, 2011) construit des indicateurs montrant un effet positif sur la croissance pour des niveaux plus bas de recettes fiscales, et, à des niveaux plus élevés de taxes sur le revenu, l'effet devient ambigu. De même, à l'aide d'un modèle de croissance endogène, (Keho, 2010) montre dans le cas de la Côte d'Ivoire, l'existence de relations de long terme entre les variables fiscales

et le produit intérieur brut et ses composantes. A court terme, par contre, l'auteur trouve que certains impôts réduisent la croissance économique.

### 3. Méthodologie et source des données

#### 3.1. Modèles théorique et empirique

Cette étude se base sur la théorie de la politique fiscale proposée par (Musgrave, 1996). Afin de maximiser le bien-être et d'assurer une distribution optimale en l'occurrence de l'économie d'une nation, la mobilisation des ressources fiscales doit être mise en place. La théorie stipule que les facteurs macroéconomiques tels que les impôts, les dépenses publiques, les déficits budgétaires ont une influence positive sur la croissance économique. En soutien à cette approche, les travaux de (Barro, 1990; Sala-i-Martin & Barro, 1995) corroborent avec ces résultats et confirment ces arguments théoriques. Cependant, si le gouvernement veut influencer son économie, il doit d'abord travailler sur ces instruments de politique économique en particulier la politique fiscale. Sur la base de ces considérations théoriques discutées ci-dessus, nous nous allons référer sur les travaux de (M'Amanja & Morrissey, 2005) afin de spécifier notre équation comme suit :

$$t\_croiss_t = f( imp\_rev, tax\_imp, dep\_pub, defic\_budg, ouv\_com, infla ),$$

(1)

où **t\_croiss** = taux de croissance économique représente la variable endogène, les exogènes sont composé de : **imp\_rev** = impôt sur le revenu, **tax\_imp** = taxe sur l'importation, **dep\_pub** = dépenses publiques, **defic\_bug** = déficit budgétaire, **ouv\_com** = ouverture commerciale et **infla** = inflation. Le modèle économétrique se présente comme suit :

$$t\_croiss_t = \alpha_0 + \alpha_1 imp\_rev_t + \alpha_2 tax\_imp_t + \alpha_3 dep\_pub_t + \alpha_4 defic\_budg_t + \alpha_5 ouv\_com_t + \alpha_6 infla_t + \varepsilon_t$$

(2)

Le modèle est composé d'une constante  $\alpha_0$ , les coefficients des variables exogènes sont  $\alpha_1, \alpha_2, \alpha_3, \alpha_4, \alpha_5$  et  $\alpha_6$  et un terme d'erreur  $\varepsilon_t$ .

#### 3.2. Méthode d'analyse et sources des données

##### *Méthode d'analyse*

Cette recherche analyse l'effet de la politique fiscale sur la croissance économique en utilisant la méthode ARDL (autoregressive distributed lag). Avant de choisir le modèle ARDL, il était nécessaire d'étudier les propriétés des séries chronologiques de toutes les variables utilisées. Formellement, en plus des tests préliminaires, qui impliquent une analyse descriptive et de corrélation, l'étude a utilisé les tests de Dickey-Fuller Augmenté (ADF),

Phillips-Perron et Zivot-Andrews pour déterminer les racines unitaires de chaque variable. La décisions des ordres d'intégrations de ces racines unitaires autorisent l'utilisation de la méthode ARDL. Cette méthode a plusieurs avantages. Dans un premier cette méthode permet d'avoir des estimations sur le court et long terme. Un deuxième avantage de l'ARDL par rapport aux autres approches, c'est qu'elle résout simultanément les problèmes d'endogeniété, d'autocorrélation et s'applique sur des variables ayant différent ordre d'integration (I (0) et I(1)), contrairement à d'autres approches, telles que Johansen, qui nécessitent des variables identiques (Pesaran & Pesaran, 1997; Tendengu, et al., 2022) ou la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO). Les estimations de la méthode ARDL sont fiables et efficaces, par rapport aux autres approches. Cette méthode est aussi adaptée avec les échantillons de petites tailles par rapport à celles des autres techniques. La première étape du processus ARDL consiste à établir les retards maximums pour déterminer la cointégration des variables. En effet, l'étude a utilisé le test F limite (Bound test) pour identifier les relations de long terme. Si ce test est supérieur à au moins une des valeurs limites I (1), à tous les niveaux (1%, 5%, et 10%), alors les resultats confirment la cointégration des variables utilisées. Par conséquent, les tests de court terme et de long terme sont effectués aussitôt. Une fois la relation à long terme établie, les coefficients à court et long terme du modèle ARDL proposés sont ensuite estimés. L'équilibre ARDL à long terme du modèle est la suivante :

$$\Delta t\_croiss_t = \alpha_0 + \alpha_1 t\_croiss_{t-1} + \alpha_2 imp\_rev_{t-1} + \alpha_3 tax\_imp_{t-1} + \alpha_4 dep\_pub_{t-1} + \alpha_5 defic\_budg_{t-1} + \alpha_6 ouv\_com_{t-1} + \alpha_7 infla_{t-1} + \sum_{i=1}^m \beta_{1i} \Delta t\_croiss_{t-1} + \sum_{i=0}^{m_1} \Delta \beta_{2i} imp\_rev_{t-1} + \sum_{i=0}^{m_2} \Delta \beta_{3i} tax\_imp_{t-1} + \sum_{i=0}^{m_3} \Delta \beta_{4i} dep\_pub_{t-1} + \sum_{i=0}^{m_4} \Delta \beta_{5i} defic\_budg_{t-1} + \sum_{i=0}^{m_5} \Delta \beta_{6i} ouv\_com_{t-1} + \sum_{i=0}^{m_6} \Delta \beta_{7i} infla_{t-1} + \varepsilon_t \quad (3)$$

Avec :  $\Delta$  = la première différence,  $\varepsilon_t$  = le terme aléatoire, m,  $m_1, m_2, m_3, m_4, m_5, m_6$  = le nombre de retard maximal pour chaque variable de l'étude.  $\alpha_1, \alpha_2, \alpha_3, \alpha_4, \alpha_5, \alpha_7$  = Les paramètres de la relation de long terme.  $\beta_1, \beta_2, \beta_3, \beta_4, \beta_5, \beta_7$  = Les paramètres de relation à court terme (correcteur d'erreur).

### Source des données

L'ensemble de données porte sur 32 ans durant la période 1990-2021 et sont extraire globalement de la base de la Banque Mondiale.

**Tableau 1.** Sources et mesures des variables

Variables	Source	Unités
Taux de croissance économique	Banque Mondiale	PIB réel
Impôt sur le revenu	Banque Mondiale	% PIB
Taxe sur les importations	Banque Mondiale	% PIB

Dépenses publiques	Banque Mondiale	% PIB
Déficit budgétaire	Banque Mondiale	% PIB
Ouverture commerciale	Banque Mondiale	% PIB
Inflation	Banque Mondiale	Variation monétaire

*Source : Auteurs*

#### 4. Résultats des estimations

##### 4.1. Statistique descriptive et tests économétriques

Avant de procéder à l'analyse de la relation de court et long terme de cette étude, nous allons commencer par l'analyse descriptive et le test de corrélation.

**Tableau 2.** Statistiques descriptives

Variables	Obs.	Moyenne	Max.	Min.	Std Dev
Taux de croissance économique	32	4,469740	15,37624	-3,22	3,801929
Impôt sur le revenu	32	16,69737	40,09272	4,866976	7,983740
Taxes sur les importations	32	10,24407	12,99079	3,752334	1,625122
Dépenses publiques	32	10,76864	14,52757	5,699084	2,733618
Déficit budgétaire	32	-84,33	1002,400	-520,80	238,9906
Ouverture commerciale	32	0,454627	0,552529	0,335607	0,049825
Inflation	32	4.715496	8.038955	-7.59428	39.56235

*Source : Auteurs*

Toutes les variables montrent globalement une moyenne supérieure aux différents écart-types. Le taux de croissance est soutenu par une instabilité avec un maximum de 15,38 % et déprécié par minimum de -3,22 %. Un faible niveau de mobilisation de l'impôt sur le revenu et des taxes sur les importations avec une moyenne respectivement de 16,69 % et 10,24 %. Comme les plus part des pays en développements, le deficit budgétaire reste négatif. L'ouverture commerciale n'est pas effective. Cependant, nos pays doivent revoir leur barrière commerciale.

**Tableau 3.** Test de corrélation

Variables	1	2	3	4	5	6	7
1	1.0000						
2	-0.1240	1.0000					
3	0.0771	0.3028*	1.0000				
4	0.0704	-0.6802***	-0.6466***	1.0000			
5	0.0766	0.6623***	0.1735	-0.2267	1.0000		
6	0.1814	0.5935***	0.0134	-0.1887	0.6774***	1.0000	
7	-0.1627	-0.1889	-0.0509	-0.2607	0.0866	-0.0496	1.0000

*Source : Auteurs*

1 : Taux de croissance économique ; 2 : Impôt sur le revenu ; 3 : Taxes sur les importations ; 4 : Dépenses publiques ; 5 : Deficit budgétaire ; 6 : Ouverture commerciale ; 7 : inflation.

Les résultats montrent que plusieurs coefficients sont positifs et significatifs au seuil de 1%. Nous remarquons une corrélation entre la variable de l'impôt sur le revenu et plusieurs variables de contrôles (dépenses publiques, déficit budgétaire, ouverture commerciale). Ce test de corrélation nous a permis encore d'examiner la puissance et la direction de la relation linéaire qui existe entre ces différents variables.

L'identification du nombre de retard optimal est très capitale, lors de l'application des tests de racine unitaires.

**Tableau 4.** Choix du nombre optimal de Retards (Akaike et Schwarz)

Lag	LR	FPE	AIC	HQIC	SBIC
0		64574.7	<b>28.1027</b>	28.1899	<b>28.3881</b>
1	163.84	2592.69	<b>24.8228</b>	25.4337	<b>26.8211</b>
2	89.572	2058.29	<b>24.1952</b>	25.3297	<b>27.9063</b>
3	147.47	516.596	<b>21.4998</b>	23.158	<b>26.9238</b>
<b>4</b>	<b>3200.3*</b>	<b>1.8e-44*</b>	<b>-90.2257*</b>	<b>-88.0439*</b>	<b>-83.0888*</b>

En effet l'inclusion d'un nombre insuffisant de retards peut influencer le niveau du test. Contrairement à l'autre hypothèse, l'introduction d'un nombre trop-élevé de retards peut aussi réduire le nombre de degrés de liberté et donc la qualité du test en dépend. Pour déterminer le nombre optimal de retard noté, nous avons procédé à la minimisation des deux critères d'informations, le critère d'Akaike et le critère de Schwarz.

D'après le tableau ci-dessus relatif au choix du nombre optimal de retards, nous remarquons que le critère d'Akaike et le critère de Schwarz convergent tous vers un retard optimal de  $P^* = 4$  avec  $P(\min) = 0$ . Comme le nombre optimal de retards noté  $P^*$  égal à quatre, il convient de procéder au différent test de stationnarité.

#### 4.2. Test de stationnarité

Le tableau ci-dessous présente les résultats des tests de racine unitaire Dickey-Fuller, Phillip Perron et Zivot-Andrews pour chacune des variables. Ces tests permettent vérifier l'ordre d'intégration des différentes variables. À la suite desquels il ressort que sur sept variables, cinq variables stationnaires à niveau I (0) et deux variables stationnaires en différence première I (1) ce qui justifie donc l'utilisation de la méthode ARDL de Pesaran et al. (2001)

**Tableau 5. Test de stationnarité**

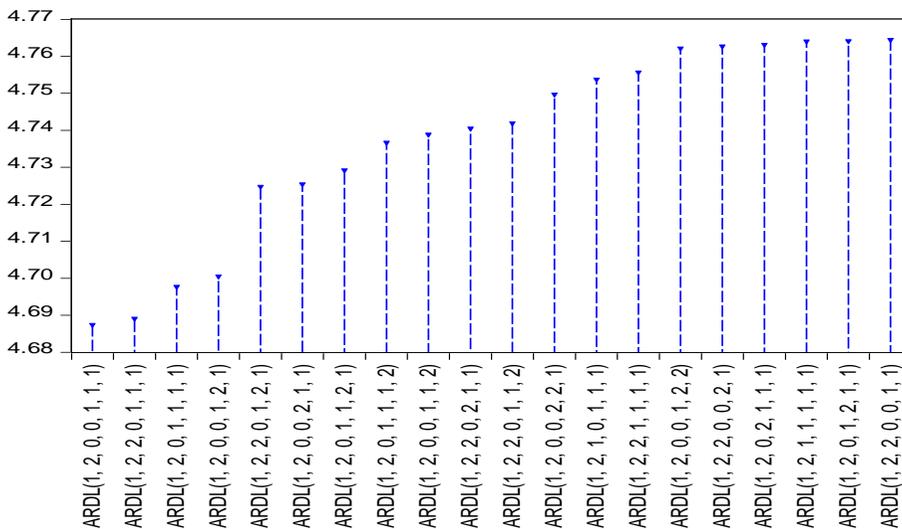
Variables		Dickey-Fuller		Philips Perron		Zivot-Andrews			Ordre Intégr.
		A niveau	En 1ere diff.	A niveau	En 1ere diff.	A niveau	En 1ere diff.		
Taux Economique	Croiss.	-8,44***		-8,44***		-9.11***			I (0)
Impôt sur le revenu		0,93	-7,33***	0,46	-7,31***	-3.49	-8.24***		I (1)
Taxes sur les importations		-6,02***		-6,01***		-6.31***			I (0)
Dépenses publiques		0,94	-6,11***	0,08	-6,11***	-2.90	-8.59***		I (1)
Déficit budgétaire		-4.03***		-4,15***		-6.54***			I (0)
Ouverture commerciale		-3,42***		-3,26***		-7.65***			I (0)
Inflation		-4.69***		-4,69***		-5.01**			I (0)

Source : *Auteurs avec Eviews 12*

### 4.3. Détermination du retard optimal de l'estimation

Après avoir montré qu'il existe une relation de long terme entre les variables, la seconde étape de cette méthodologie consiste à chercher les coefficients estimés pour le long et court terme du modèle. Le modèle ARDL optimal qui a été sélectionné sur la base du Critère Bayésien de Schwarz (CBS) est ARDL (1.2.0.0.1.1.1). Les résultats obtenus dans le cadre de notre travail sont résumés dans le tableau suivant :

Akaike Information Criteria (top 20 models)



Source : Calculé par les Auteurs sur la base d'EViews 12

#### 4.4. Test de cointégration (Bound test)

Afin de s'assurer de l'existence d'une relation de cointégration à long terme entre les variables de notre modèle (ELALAOUI & HEFNAOUI, 2018; Bathily, et al., 2021), nous effectuons le « Bound Test » sous les hypothèses suivantes :

- $H_0 = \alpha_1 = \alpha_2 = \alpha_3 = \alpha_4 = \alpha_5 = \alpha_6 = \alpha_7$  (Absence d'une relation de long terme)
- $H_0 \neq \alpha_1 \neq \alpha_2 \neq \alpha_3 \neq \alpha_4 \neq \alpha_5 \neq \alpha_6 \neq \alpha_7$  (Existence d'une relation de long terme)

**Tableau 6.** Test de cointégration

Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
F-statistic	<b>22.76894</b>	10%	1.99	2.94
k	6	5%	2.27	3.28
		2.5%	2.55	3.61
		1%	2.88	3.99

Source : Calculé par les Auteurs sur la base d'EViews 12

Les résultats de la procédure « bounds test » montrent que la statistique de Fisher (**F=22.76894**) dépasse les bornes supérieures I (1) des valeurs critiques (au seuil de 1%, 2,5%, 5% et 10%). Donc on rejette l'hypothèse nulle, d'absence de relation de long terme, nous concluons qu'il existe une relation de cointégration à long terme entre les variables.

#### 4.5. Résultats économétriques

##### Modèle à correction d'erreurs (dynamique de court terme)

Le terme de correction d'erreur a un coefficient négatif (-1.591356) et une probabilité inférieure à 5% (0.0000) dans ce cas, nous pouvons dire que l'équation de cointégration d'équilibre est significative et qu'il existe une relation à long terme entre les variables. La valeur du coefficient (-1,59) illustre la vitesse du retour à l'équilibre, c'est-à-dire à la relation de long terme après une déviation à court terme. Ainsi on peut dire que lorsque le taux de croissance économique à court terme s'éloigne de sa valeur d'équilibre de long terme dans la période  $(t - 1)$ , 59% de ce déséquilibre est corrigé dans la période  $(t)$  jusqu'à ce qu'il atteigne l'équilibre de long terme.

**Tableau 7.** Résultats de court terme

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(Impôt sur le revenu)	-0.480185***	0.106552	-4.506584	0.0003
D(Impôt sur le revenu (-1))	-0.320545***	0.089636	-3.576054	0.0023
D(Déficit budgétaire)	0.002202	0.001552	1.419446	0.1738
D(Ouverture commerciale)	47.04904***	7.918864	5.941387	0.0000
D(Inflation)	-0.012077	0.032246	-0.374532	0.7126
CointEq(-1)*	-1.591356***	0.099236	-16.03606	0.0000

Source : Calculé par les Auteurs sur la base d'EViews 12

Les résultats ci-dessous montrent que l'impôt sur le revenu et l'inflation ont un effet négatif sur la croissance économique, tandis que le déficit budgétaire, l'ouverture commerciale ont un effet positif sur la croissance économique à court terme.

### ***Relation long terme***

Il ressort du tableau ci-dessous que l'impôt sur le revenu et l'inflation sont significatives, mais affectent négativement la croissance économique. Tandis que les taxes sur les importations et l'ouverture commerciale influence positivement la croissance.

**Tableau 8.** Résultats de long terme

<b>Variable</b>	<b>Coefficient</b>	<b>Std. Error</b>	<b>t-Statistic</b>	<b>Prob.</b>
Impôt sur le revenu	-0.263956***	0.083895	-3.146273	0.0059
Taxe sur les importations	0.471333*	0.254265	1.853709	0.0812
Depenses publiques	-0.186951	0.229928	-0.813085	0.4274
Déficit budgétaire	-0.002848	0.003011	-0.945786	0.3575
Ouverture commerciale	62.60142***	12.66133	4.944302	0.0001
Inflation	-0.127383**	0.049190	-2.589584	0.0191
Constant	-21.81953***	5.510622	-3.959541	0.0010

Source : Calculé par les Auteurs sur la base d'EVIEWS 12

Selon les résultats, nous constatons que l'impôt sur le revenu a une influence négative et significative sur le taux de croissance économique. Ce résultat est contraire à la théorie, qui stipule que l'impôt sur le revenu contribue à augmenter la croissance. En revanche plusieurs études empiriques corroborent avec nos résultats, par exemple, les travaux de (Padovano & Galli, 2001; Ebrahimi & Vaillancourt, 2012) trouvent une relation négative et significative des effets de l'impôt sur le revenu sur le taux de croissance économique. C'est en ce sens, que ces mêmes auteurs soulignent que l'impôt sur le revenu des personnes physiques réduit l'emploi, l'investissement en capital humain, et diminue la productivité de diverses manières, notamment en pesant sur l'activité entrepreneuriale. Même les résultats de (Barro, 1990) généralise ces études en soutenant qu'une élévation de la fiscalité réduit le rendement marginal du capital privé et défavorable à la croissance économique.

Les taxes sur les importations ont des effets positifs et significatif sur le taux de croissance économiques. Ces résultats confirment les travaux de (Caldeira, et al., 2019; Maxime & Toussaint, 2019), montrant ainsi l'importance du commerce international sur la croissance économique.

Le taux d'ouverture commerciale influence positivement au seuil de 1% la croissance économique. La plupart des travaux empiriques soulignent qu'il existe un lien positif important entre la croissance économique et l'ouverture commerciale (Fosu, 1990 ; Edwards, 1998; Keho, 2017).

Cependant, ces études n'aboutissent pas à des réponses convaincantes et concluent des relations indifférentes, voire même négatives, entre l'ouverture commerciale et la croissance économique (Capolupo & Celi, 2008; Musila & Yiheyis, 2015 ; Ulaşan, 2015).

Même dans la littérature, on retrouve des résultats mitigés. Nos résultats montrent des effets négatifs de l'inflation sur la croissance économique. Ceci est confirmé par les travaux de plusieurs auteurs (Kamgna, 2011; NGANGA & TENDELET, 2018)

#### 4.6. Tests de validation du modèle

Pour valider la spécification du modèle, des tests ont été réalisés pour évaluer la robustesse de l'analyse.

**Tableau 9.** Récapitulatif des différents tests de robustesse

<b>Intitulés</b>	<b>Probabilité</b>
<b>Breusch-Godfrey Serial Corrélation LM Test</b>	0.7242 (0.6515)
<b>Heteroskedasticity Test : Breusch-Pagan-Godfrey</b>	0.0716 (2.1593)
<b>Normality test</b>	0.9886 (0.0228)
<b>Ramsey RESET Test</b>	0.1494 (1.5145)

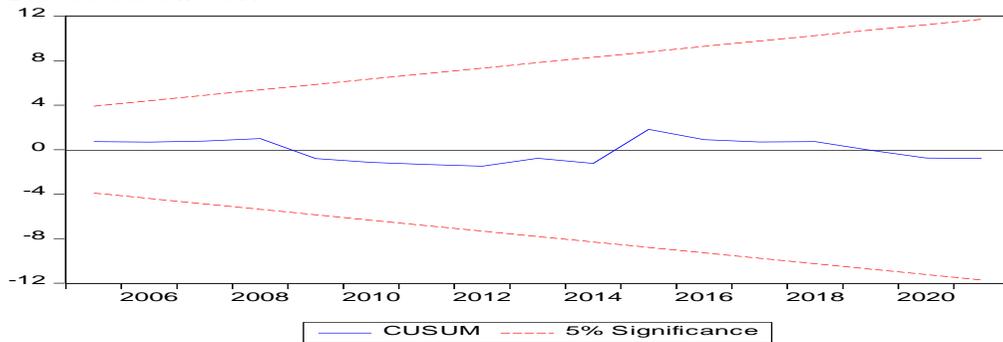
Source : Calculé par les Auteurs sur la base d'EViews 12

Le test du multiplicateur de Lagrange pour l'autocorrélation des résidus nous indique que les résidus sont non autocorrélés car, la statistique LM est supérieure à la chi-deux lue, concrètement  $LM = 0,7242$  est supérieure à la valeur critique. On conclut donc à l'absence d'autocorrélation des erreurs dans le modèle. Le test de la forme fonctionnelle de Ramsey RESET nous indique que la probabilité critique est égale à 0.1494. Nous acceptons l'hypothèse  $H_0$ . Le modèle ne comporte pas de variables omises. Le test de Jarque-Bera (0.9886) pour la normalité des résidus indique les résidus suivent une loi normale car la probabilité calculée est supérieure à 5%.

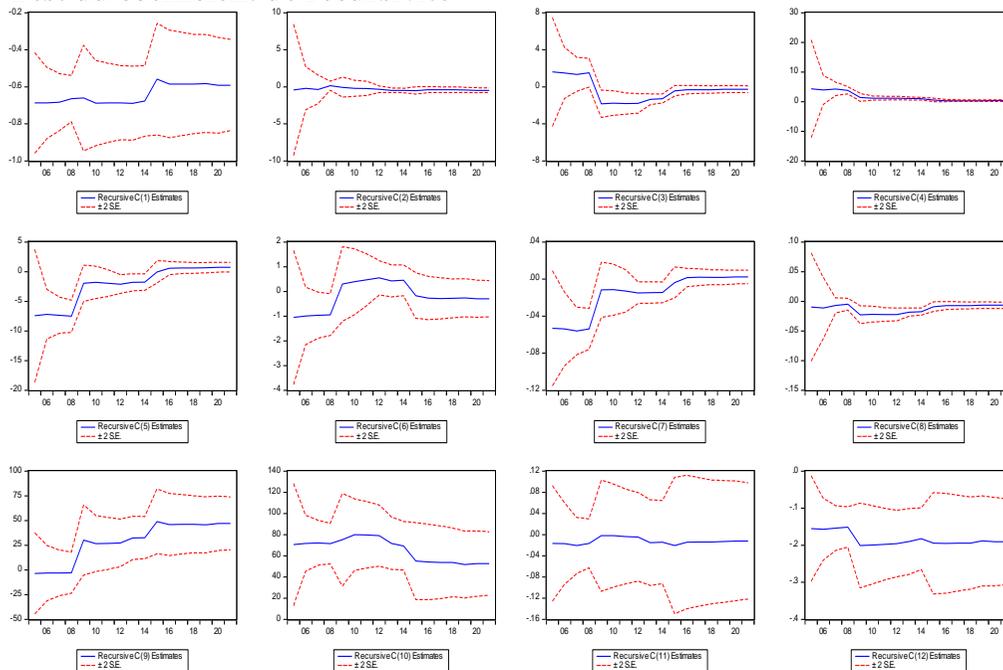
#### *Test de stabilité des coefficients*

Le test de stabilité structurelle, basé sur le test de la somme cumulée des carrés (CUSUMSQ) et du test coefficient de récursivité proposés par (BROWN, et al., 1975 ), révèlent que les tracés CUSUMSQ et RECURVE se situent tous deux dans la limite critique de 5 %. Cela indique que les paramètres estimés ne souffrent pas d'instabilité structurelle.

### Test de Cusum carré



### Test du coefficient de récursivité



Source : Calculé par les auteurs sur la base d'EVIEWS 12

### Conclusion

L'objectif de cette étude était d'analyser l'effet de la politique fiscale sur la croissance économique au Mali. La croissance économique représentée par le taux de croissance a été utilisée comme variable dépendante, et les instruments de politique fiscale comme variable indépendante. Les résultats empiriques ont montré que l'impôt sur le revenu et l'inflation ont une influence négative sur le taux de croissance économique, tandis que les taxes sur les importations et l'ouverture commerciale présentent un impact positif. L'Etat doit revoir sa politique de mobilisation de ressource fiscale afin d'améliorer positivement sur la croissance économique du Mali.

## References:

1. Abdon, A., Estrada, G. & Lee, M. P. D., 2014. Fiscal Policy and Growth in Developing Asia.
2. AFTATI, R. & ECHAOU, A., 2021. Fiscalité et croissance: Test d'un effet linéaire au Maroc. *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*, 5(4).
3. Aghion, P. & Howitt, P., 1992. A Model of Growth through Creative Destruction. *Advances in economics and econometrics*.
4. Anyafo, A., 1996. Public finance in a developing economy: The Nigerian case.
5. Anyanwu, C. M., 2004. Microfinance institutions in Nigeria: policy, practice and potentials. In *G24 Workshop on "Constraints to Growth in Sub Saharan Africa," Pretoria, South Africa* , pp. 1-31.
6. Aschauer, D. A., 1989. Is public expenditure productive?. *Journal of monetary economics*, 23(2), pp. 177-200.
7. Avom, D. (., 2011. Les politiques fiscales en Afrique Centrale: une analyse empirique. *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, 32(3), pp. 239-253.
8. Barro, R. J., 1990. Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of political economy*, 5(2), pp. S103-S125.
9. Barro, R. J. & Redlick, C. J., 2011. Macroeconomic effects from government purchases and taxes. *The Quarterly Journal of Economics*, 126(1), pp. 51-102.
10. Bathily, M. et al., 2021. Effet des dépenses publiques sur la performance des secteurs économiques au Mali. *Revue Internationale Dônni*, 1(1), pp. 370-386.
11. Blinder, A. S. & Solow, R. M., 2005. Do fiscal policies matter?. *Readings in Public Finance, Oxford University Press, New Delhi*, pp. 283-300.
12. BROWN, R. L., DURBIN, J. & EVANS, J. M., 1975 . Techniques for testing the constancy of regression relationships over time. *Statist. Soc.*, Volume 37, pp. 149-163.
13. Brun, J. F., Chambas, G. & Guerineau, S., 2011. Aide et mobilisation fiscale dans les pays en développement.
14. Burgess, R. & Stern, N., 1993. Taxation and development. *Journal of economic literature*, 31(2), pp. 762-830.
15. Caldeira, E. et al., 2019. Effort fiscal en Afrique subsaharienne: les résultats d'une nouvelle base de données. *Revue d'economie du developpement*, 27(4), pp. 5-51.

16. Capolupo, R. & Celi, G., 2008. Openness and economic growth: A comparative study of alternative trading regimes. *Économie internationale*, Volume 4, pp. 5-35.
17. Cheng, Y., Awan, U., Ahmad, S. & Tan, Z., 2021. How do technological innovation and fiscal decentralization affect the environment? A story of the fourth industrial revolution and sustainable growth. *Technological Forecasting and Social Change*, 160(120).
18. Dornbusch, R., 1998. Debt and monetary policy: the policy issues. *In The debt burden and its consequences for monetary policy*, pp. 3-27.
19. Easterly, W. & Rebelo, S., 1993. Fiscal policy and economic growth. *Journal of monetary economics*, 32(3), pp. 417-458.
20. Ebrahimi, P. & Vaillancourt, F., 2012. L'impact du mix fiscal sur la croissance économique des provinces canadiennes, 1981-2010.. *CIRANO, Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations*.
21. ECHAOU, A. & SKIKRA, A., 2021. Dépenses publiques et croissance économique au Maroc: Essai de modélisation. *Alternatives Managériales Economiques*, 3(2), pp. 450-469.
22. Edwards, S., 1998. Capital flows, real exchange rates, and capital controls: some Latin American experiences.
23. Efe, E. R., 2021. FISCAL POLICY AND ECONOMIC GROWTH IN NIGERIA. *IGBINEDION UNIVERSITY, OKADA, EDO STATE NIGERIA*.
24. ELALAOUI, J. & HEFNAOUI, A., 2018. L'impact des dépenses publiques sur la croissance économique: approche par le modèle ARDL Cas du Maroc. *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*, 2(3).
25. Fosu, A. K., 1990 . Exports and economic growth: the African case. *World Development*, 18(6), pp. 831-835.
26. Hanusch, H., Chakraborty, L. & Khurana, S., 2017. Fiscal policy, economic growth and innovation: An empirical analysis of G20 countries. *Levy Economics Institute, Working Paper*, p. 883.
27. Kamgna, B. e., 2011. L'effets de seuils de l'inflation sur l'activité économique en CEMAC : analyse par un modele de panel à seuil non dynamique. *Economie et société*, 46(5), pp. 1017- 1038.
28. Keho, Y., 2010. Effets macroéconomiques de la politique fiscale en Côte d'Ivoire. *Bulletin de Politique Economique et Développement (BUPED)*, Issue 3.
29. Keho, Y., 2017. The impact of trade openness on economic growth: The case of Cote d'Ivoire. *Cogent Economics & Finance*, 5(1).

30. Kiabel, B. & Nwokah, N., 2009. Boosting revenue generation by state governments in Koutsoyiannis. *Theory of econometrics*..
31. Levine, R. & Renelt, D., 1992. A sensitivity analysis of cross-country growth regressions. *The American economic review*, pp. 942-963.
32. Lucas, R. E., 1988. On the Mechanics of Economic Development. *Journal of Monetary Economics*, 3(22), p. 22.
33. Lucas, R. E., 1990. Supply-side economics: An analytical review. *Oxford economic papers*, 42(2), pp. 293-316.
34. Luc, N. N. A. M. T. & K. A., 2021. Effects of Public Expenditure on Economic Growth in the CEMAC Subregion: A Comparative Analysis between the Fragile and Non-fragile States. *African Economic Research Consortium, Nairobi*.
35. M'Amanja, D. & Morrissey, O., 2005. Fiscal policy and economic growth in Kenya. *The University of Nottingham, Centre for Research in Economic Development and International Trade (CREDIT), Nottingham*, 5(6), p. 52.
36. Mansour, M., 2014. A tax revenue dataset for Sub-Saharan Africa: 1980-2010.. *Revue d'economie du developpement*, 22(3), pp. 99-128.
37. Martin, R. & Fardmanesh, M., 1990. Fiscal variables and growth: A cross-sectional analysis. *Public Choice*, 64(3), pp. 239-251.
38. Maxime, A. T. & Toussaint, O. S., 2019. Effets de la Politique Fiscale sur la Croissance Economique: Une Analyse sur Donnees de Panel Appliquee a Six Pays de L'Uemoa. *European Scientific Journal* .
39. Mertens, K. & Ravn, M. O., 2011. Understanding the aggregate effects of anticipated and unanticipated tax policy shocks. *Review of Economic dynamics*, 14(1), pp. 27-54.
40. Musgrave, R. A., 1996. The role of the state in fiscal theory. *International Tax and Public Finance*, 3(3), pp. 247-258.
41. Musila, J. W. & Yiheyis, Z., 2015 . The impact of trade openness on growth: The case of Kenya. *Journal of Policy Modeling*, 37(2), pp. 342-354.
42. NGANGA, M. L. & TENDELET, J., 2018. (2018). EFFETS DE SEUILS DANS LA RELATION ENTRE INFLATION ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEMAC): CAS DU CAMEROUN ET DU CONGO-BRAZZAVILLE. *Annale des Sciences Economiques et gestion*, 18(1).
43. Nguimkeu, P., 2017. Réforme de la structure fiscale et Intégration régionale. *Revue Interventions économiques. Papers in Political Economy*.
44. Nnanna, O. J., Englama, A. & Odoko, F. O., 2004. Finance, Investment & Growth in Nigeria. *Central Bank of Nigeria*.

45. Nuru, N. Y. & Gereziher, H. Y., 2021 . The effect of fiscal policy on economic growth in South Africa: a nonlinear ARDL model analysis. *Journal of Economic and Administrative Sciences*.
46. Ocran, M. K., 2011 . Fiscal policy and economic growth in South Africa. *Journal of Economic Studies*.
47. Odetayo, T. A. & Adeyemi, A. Z., 2017. Fiscal Policy Sustainability and Economic Growth in Nigeria. *International Journal of Economics and Financial Management*, 2(4), pp. 16-29.
48. Omitogun, O. & Ayinla, T. A., 2007. Fiscal policy and Nigeria economic retirement. *Journal of Economics and International Finance*, 2(3), pp. 251-267.
49. Oyeboode, S., 2010. Income taxes and economic performance in Kenya. *University of Nairobi, school of economics, in partial fulfillment of the requirements for the award of Masters of Arts degree in Economics.*, p. .
50. Padovano, F. & Galli, E., 2001. Tax rates and economic growth in the OECD countries. *Economic Inquiry*, 39(1), pp. 44-57.
51. Pesaran, H. M. & Pesaran, B., 1997. Working with Microfit 4.0: Interactive Econometric Analysis.
52. Rebelo, S., 1991. Long-run policy analysis and long-run growth. *Journal of political Economy*, 99(3), pp. 500-521.
53. Romer, P. M., 1994. The origins of endogenous growth. *Journal of Economic perspectives*, 8(1), pp. 3-22.
54. Ryu, D., 2015. Fiscal spending and economic growth. *Journal of Economic Development*, 40(4), p. 91.
55. Sala-i-Martin, X. X. & Barro, R. J., 1995. Technological diffusion, convergence, and growth. *Center Discussion Paper*, Issue 735.
56. Skokely, N. & Rebelo, S., 1995. Growth Effects of Flat Rate Taxes. *Journal of Political Economy*.
57. Tendengu, S., Kapingura, F. M. & Tsegaye, A., 2022. Fiscal Policy and Economic Growth in South Africa. *Economies*, 10(9), p. 204.
58. Tendengu, S., Kapingura, F. M. & Tsegaye, A., 2022. Fiscal Policy and Economic Growth in South Africa. *Economies*, 10(9), p. 204.
59. Ughulu, S. E., 2021. Industrial Output and Economic Growth in Emerging Economies: Evidence from Nigeria. *Applied Finance and Accounting*, 7(1), pp. 32-43.
60. Ulaşan, B., 2015. Trade openness and economic growth: panel evidence. *Applied Economics Letters*, 22(2), pp. 163-167.
61. Unigwe, S. C., 2021. IMPACT OF FISCAL POLICY ON ECONOMIC GROWTH IN NIGERIA. *IN PARTIAL FULFILLMENT OF THE REQUIREMENTS FOR THE AWARD OF DEGREE OF*

*BACHELOR OF SCIENCE. MOUNTAIN TOP UNIVERSITY, IBAFO,  
OGUN STATE, NIGERIA.*

62. Yahaya, O. A., 2021 . Combating Economic and Financial Crimes and Corruption in Nigeria: Implications for Development and Security. *Accounting Auditing & Accountability Journal*, <https://www.researchgate.net/publication/354023267>.